EFFONDREMENT RUE D'AUBAGNE : L'EX ADJOINT JULIEN RUAS CONTESTE SA MISE EN EXAMEN

mercredi 25 novembre 2020, par [Thémis](#)

Article du Figaro avec l'AFP - Publié le 23 novembre 2020

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/effondrement-d-immeubles-a-marseille-un-ex-adjoint-conteste-sa-mise-en-examen-20201123>

Julien Ruas, ex-adjoint de l'ancien maire de Marseille Jean-Claude Gaudin, a annoncé lundi 23 novembre par la voix de ses avocats son intention de faire appel de sa mise en examen dans l'enquête sur l'effondrement de deux immeubles en 2018 qui avait fait huit morts.

« La mise en examen de M. Ruas a été faite dans des conditions qui ne nous paraissent pas conformes au droit. La précipitation du parquet à communiquer à ce sujet, au mépris du principe élémentaire de présomption d'innocence, atteste d'une volonté certaine de justifier une procédure éminemment contestable », écrivent ses avocats dans un communiqué, confirmant une information de La Provence. « Nous formerons un appel nullité sur la validité de la convocation de la mise en examen » de Julien Ruas « qui est parfaitement innocent », écrivent encore Olivier Pardo, Benjamin Mathieu, Jérémie Nataf et Erick Campana.

Presque deux ans jour pour jour après le drame, le parquet de Marseille avait annoncé jeudi la mise en examen de l'élus des chefs d'homicides involontaires par violation délibérée, blessures involontaires par violation délibérée, mise en danger délibérée d'autrui. Il était dans le précédent exécutif LR notamment chargé de la prévention et la gestion des risques.

Deux autres mises en examen ont été prononcées dans le cadre de cette instruction, celle du syndic de la copropriété du 65 rue d'Aubagne, le seul des deux immeubles qui était occupé au moment de la catastrophe, et celle du bailleur social Marseille Habitat. Cette société d'économie mixte de la ville de Marseille était propriétaire du deuxième immeuble qui s'est effondré, sis au 63 de la rue d'Aubagne et dont l'accès avait été condamné en 2017.

L'effondrement des deux immeubles de l'hyper centre populaire de Marseille le 5 novembre 2018 avait fait huit morts et mis en lumière l'ampleur du problème des logements insalubres dans la deuxième ville de France dirigée pendant 25 ans, jusqu'à l'été dernier, par le maire LR Jean-Claude Gaudin. Ce dernier a apporté son soutien à son ancien adjoint la semaine dernière, évoquant « un élu exemplaire, par son dévouement, sa disponibilité, et son écoute ».